



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.  
LIMITÉE

69897

E/CN.14/TEL/80/6  
RAF/CONF 80/19  
18 décembre 1980

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième Conférence africaine de télécommunications

Monrovia, 8 au 19 décembre 1980

DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE RADIODIFFUSION

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 2
II. ROLE DE LA RADIODIFFUSION DANS LE DEVELOPPEMENT AFRICAIN	2 - 7
III. TECHNOLOGIE DES SYSTEMES DE RADIODIFFUSION .....	8 - 16
IV. ORGANISATION ET PROGRAMMATION .....	16 - 20
V. FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL .....	20 - 22
VI CONCLUSIONS .....	22 - 24

## DEVELOPMENT DES SYSTEMES DE RADIODIFFUSION

### I. INTRODUCTION

1. Le continent africain dispose de moyens de communications généralement très médiocres. Les distances sont grandes et les bonnes routes sont rares. Sur beaucoup d'itinéraires, les transports sont saisonniers, et de très nombreuses personnes restent isolées pendant certaines parties de l'année. Les systèmes téléphoniques et télégraphiques sont parmi les moins développées au monde. La majorité de la population est encore illétrée et les textes imprimés ne sont donc guère utiles pour diffuser l'information. Le manque de professeurs qualifiés et de ressources d'appui a empêché de nombreux groupes de population d'avoir accès à un enseignement de type classique.

2. Cependant, les possibilités d'utilisation de la radiodiffusion en tant que moyen d'information efficace sont immenses. Les programmes de radio et de télévision peuvent servir à éduquer et à informer la population et à renforcer le sentiment d'unité culturelle et nationale dans les régions où l'isolation géographique, l'analphabétisme et les conditions économiques défavorables empêchent la diffusion de l'information par tout autre moyen. Dans toute l'Afrique, les gouvernements reconnaissent le rôle essentiel que peuvent jouer les services de radiodiffusion dans le développement social, culturel et économique de la nation.

3. Ces possibilités restent inexploitées en raison du très faible niveau de développement des systèmes de radiodiffusion en Afrique. Si l'on compare (voir le tableau) les principaux régions du monde en utilisant des indicateurs approximatifs de pénétration des systèmes de radiodiffusion (nombre d'émetteurs de radio et de télévision et nombre de récepteurs pour 1 000 habitants), l'Afrique arrive en dernière position. Elle est, de façon assez compréhensible, moins bien desservie que l'Europe et l'Amérique du Nord, mais elle est aussi très loin derrière les autres régions en développement que sont l'Asie et l'Amérique latine. Alors que la superficie de l'Afrique représente à peu près 23 p. 100 de la superficie totale des terres émergées et que sa population est d'environ 10 p. 100 du total mondial, le nombre d'émetteurs de radio dans cette région est inférieur à 3 p. 100 du total. Le nombre de récepteurs de radio pour 1 000 habitants est égal au cinquième environ de la moyenne mondiale et le nombre de récepteurs de télévision est de 7 pour 1 000 habitants contre une moyenne mondiale de 123.

4. Ce document donne un aperçu de certains des besoins et des problèmes liés au développement des systèmes de radiodiffusion en Afrique. Il traite tout d'abord des besoins, et tout particulièrement du rôle que les services de radiodiffusion peuvent jouer dans le développement social et économique des pays de la région. L'analyse des problèmes qui freinent l'utilisation de ces systèmes se divise en deux parties : questions concernant les programmes, notamment nécessité de mettre

en place des structures propres à répondre aux besoins en matière de programmation, et questions relatives à la technologie. La nécessité de former et de perfectionner le personnel, tant dans la programmation que dans les services techniques, a aussi été examinée. En conclusion, figure un résumé des principaux points qui se dégagent de l'étude, accompagné de recommandations, données à titre indicatif, préconisant des orientations à suivre pour faire évoluer les politiques nationales de radiodiffusion.

## II. ROLE DE LA RADIODIFFUSION DANS LE DEVELOPPEMENT AFRICAIN

5. L'importance de la radiodiffusion en tant qu'instrument de développement national est de plus en plus largement reconnue depuis quelques années, la notion de développement ayant elle-même évolué. Il n'est plus question d'imposer une modernisation et un progrès économique à un peuple; il est admis que la participation de la population est essentielle à un développement harmonieux. Dans ce "modèle de participation", les moyens d'information jouent un rôle vital. Il est indispensable pour améliorer la qualité de la vie dans le tiers-monde, ce qui est l'objectif ultime du développement, d'informer la population et de la faire participer au processus du développement afin de l'initier à contribuer, individuellement et collectivement, à résoudre ses difficultés propres.

6. Ainsi, le rôle de la radiodiffusion dans le développement est d'éduquer ou d'informer les individus, au sens le plus large de ces termes, non seulement en leur offrant une information factuelle sur des questions telles que la nutrition, la santé, les services sociaux et les techniques agricoles ou industrielles, mais, d'une façon plus générale, en créant chez eux une ouverture d'esprit qui les pousse à vouloir acquérir des connaissances nouvelles. Pour beaucoup d'habitants du tiers-monde, la radio est la principale source d'information sur le monde extérieur. Les programmes de radio et de télévision peuvent aider à créer un sentiment d'identité culturelle et susciter une motivation dans les communautés locales.

7. C'est pourquoi la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification convoquée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en 1979 a instamment demandé que le développement des systèmes de radiodiffusion dans la région soit considéré comme une tâche hautement prioritaire. La Conférence a souligné que les gouvernements africains étaient unanimes à reconnaître l'importance de la radiodiffusion et de son rôle dans le développement national mais que "cet intérêt ne se manifestait pas dans l'attribution des ressources disponibles permettant aux services de radiodiffusion d'exécuter les tâches qu'on attendait d'eux". 1/ dans les sections suivantes, nous avons étudié plus en détail la contribution que la radio et la télévision peuvent apporter et ont déjà apporté à divers aspects du développement social et économique de l'Afrique.

---

1/ Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification, organisée par la CEA, Addis-Abéba, 9 au 12 mai 1979. Report of the Meeting of Experts on Broadcasting, par. 90.

- Rôle éducatif

8. Si l'on considère que l'éducation doit se poursuivre pendant toute une vie et ne consiste pas seulement à suivre des cours dans des établissements d'enseignement de type classique mais intéresse la population dans son ensemble, les moyens d'information ont un rôle particulièrement important à jouer dans ce domaine. D'après le rapport de l'UNESCO sur la radio et la télévision au service de l'éducation et du développement en Asie, les services de radio-diffusion, en tant qu'auxiliaires à l'éducation de type classique ou extra-scolaire présentent, par rapport aux autres moyens d'information, les avantages suivants : 2/

a) Ils atteignent n'importe quelle région, n'étant pas arrêtés par les montagnes, les marécages et les déserts;

b) Ils sont compris par les personnes instruites comme par les illétrés;

c) En raison du caractère instantané et de la souplesse de leur production, il peuvent être adaptés plus facilement que n'importe quelle autre moyen d'information à l'évolution des idées et de la situation;

d) Ils s'adressent à tous les aspects de la personnalité de l'auditeur ou du spectateur, les programmes pouvant être très variés (information, éducation, divertissement);

e) Ils peuvent être reçus par des individus et par des groupes, pénétrant dans l'intimité du foyer ou contribuant à la formation du groupe et à l'action de la communauté;

9. Ces atouts s'accompagnent inévitablement de certains inconvénients. 3/  
La radiodiffusion ne permet pas d'établir les relations et les échanges personnels qui existent entre professeur et étudiants; les programmes n'ont pas le caractère permanent des textes imprimés; et surtout, elle exige une infrastructure technique considérable. Malgré cela, les programmes radiodiffusés ont facilité dans bien des cas l'enseignement scolaire, l'éducation des adultes et l'alphabétisation en Afrique. Quelques exemples sont exposés ci-dessous.

---

2/ "Radio and television in the service of education and development in Asia", UNESCO reports and papers on Mass Communication, No. 49, 1967, p. 13.

3/ Ibid, p. 14

i) Enseignement scolaire

10. Un service national de radiodiffusion scolaire a été créé en Gambie en octobre 1979, en partie pour pallier le manque de professeurs qualifiés; il diffuse des cours d'anglais et d'études sociales à l'intention des écoles primaires. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la politique décennale d'enseignement élaborée en 1974, dans laquelle il a été explicitement tenu compte du rôle important que la radiodiffusion scolaire peut jouer dans le développement de l'enseignement en Gambie.

11. Au Nigéria, la Federal Radio Corporation (Lagos) est chargée de diffuser des programmes scolaires portant sur des sujets pour lesquels il a été jugé nécessaire de compléter l'enseignement dispensé à l'école. Une enquête réalisée en 1976 auprès d'un échantillon de 2 155 écoles réparties sur l'ensemble du territoire a montré que ces émissions étaient très connues et largement utilisées. Plus de 90 p. 100 des écoles des trois catégories sur lesquelles a porté l'enquête (écoles primaires, écoles secondaires et écoles normales) connaissaient ces programmes - 98 p. 100 dans le cas des écoles secondaires - et 83 p. 100 des écoles ont estimé que ces programmes étaient "très utiles". Il est certain que les réponses obtenues au moyen de questionnaires à remplir doivent être interprétées avec prudence; cependant, cet exemple semble montrer clairement que les programmes scolaires peuvent être particulièrement intéressants pour les écoles.

ii) Education des adultes

12. Pratiquement tous les programmes de radio ont une certaine valeur éducative pour les auditeurs mûrs; la notion d'éducation des adultes est par conséquent très vaste. D'après le rapport de l'UNESCO dont il a été question précédemment, les domaines dans lesquels une instruction systématique peut contribuer à l'éducation des auditeurs adultes sont les suivants :

- a) Vulgarisation scientifique;
- b) Histoire sociale et politique, en particulier du pays et de la région de l'auditeur;
- c) Documentaires sur la géographie locale et celle des pays voisins;
- d) Instruction civique, visant à renseigner les auditeurs sur la nature du système administratif de leur pays et les services sociaux dont ils peuvent bénéficier;
- e) Cours de langues.

13. Au Kenya, une enquête a montré en 1970 que sur les 4,5 millions d'adultes (personnes âgées de plus de 16 ans) que comptait le pays, 3,5 millions écoutaient régulièrement la radio. Les premiers programmes radiodiffusés d'éducation pour adultes remontent à 1962, date de la création de "Elimu Kwa Radio" (l'éducation par la radio). Les matières enseignées comprennent notamment l'agriculture, l'instruction civique, la santé, la géographie du pays et le développement communautaire.

L'expérience acquise en matière de projets d'éducation des adultes montre qu'il est essentiel que les producteurs rencontrent les auditeurs et écoutent les programmes en leur compagnie et qu'il est indispensable de faire appel à des agents de vulgarisation qui servent d'intermédiaires entre les programmeurs et les groupes d'auditeurs. Malgré les difficultés que pose le financement d'un dispositif institutionnel d'appui approprié de ce type, l'exemple du Kenya montre que les programmes radiodiffusés peuvent apporter une contribution essentielle à l'éducation des adultes. 4/

### iii) Alphabétisation

14. Le Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'éradication de l'analphabétisme, convoqué par l'UNESCO à Téhéran en septembre 1965, a lancé une campagne destinée à réaliser une alphabétisation fonctionnelle dans certaines régions du monde en développement. Depuis lors, de nombreux projets visant à faire progresser l'alphabétisation ont employé les services de radio et de télévision leur outil principal. Les exemples suivants, qui concernent tous des pays africains ont été tirés d'un rapport sur le rôle de la radio et de la télévision leur outil principal. Les exemples suivants, qui concernent tous les pays africains ont été tirés d'un rapport sur le rôle de la radio et de la télévision dans l'alphabétisation, établi par l'UNESCO en 1971. 5/

- a) Algérie : Une série de quatre cours d'alphabétisation par semaine diffusés par la télévision nationale a débuté en 1969 dans le cadre du projet pilote de l'UNESCO "Algérie II" concernant l'alphabétisation;
- b) Tchad : 4 000 auditeurs environ ont suivi régulièrement des émissions dans des centres d'alphabétisation;
- c) Congo : L'émission de programmes de radiodiffusion sonore fait partie depuis 1967 de la campagne d'alphabétisation. En 1969, 53 000 personnes environ suivaient ces cours, 16 147 d'entre elles dans des groupes organisés d'auditeurs et 37 000 environ à leur domicile;
- d) Guinée : Des programmes radiodiffusés utilisés pour inciter la population à participer à la campagne d'alphabétisation, auraient atteint 20 p. 100 de la population;

---

4/ Otieno G.E., "Rural broadcasting in Kenya". Séminaire sur le développement dans les pays d'Afrique et d'Asie : motivation, information et communications, Ibadan, Nigeria, 1er au 9 juillet 1974. International Broadcast Institute, Londres, 1975.

5/ Maddison John, "Radio and television in literacy", UNESCO reports and papers on Mass Communication, No. 62, 1971.

e) Côte d'Ivoire : Un système de télévision en circuit fermé a été utilisé à titre expérimental en 1963 et 1964 pour la diffusion de cours d'alphabétisation; vu le succès de cette expérience, la télévision a été adoptée à plus grande échelle. A partir d'octobre 1964, des cours télévisés quotidiens d'alphabétisation en français, suivis en groupes par 1 000 travailleurs spécialement choisis, ont été diffusés dans tous les pays;

f) Tunisie : Depuis 1968, des programmes de radio et de télévision font partie intégrante de la campagne nationale d'alphabétisation. Un échantillon de 3 000 personnes a suivi, à titre expérimental, des programmes en arabe dans des centres organisés et en 1969, 25 000 personnes non sélectionnées suivaient ces cours à leur domicile ou dans des centres publics de télévision.

15. L'idéal serait d'évaluer ces projets en étudiant le relèvement du niveau d'alphabétisation qui en a résulté. Faute de données de ce type, les indices d'écoute donnent tout au moins des indications partielles qui laissent supposer que ces programmes sont fructueux.

#### Rôle social

16. Les services de radiodiffusion ont manifestement un rôle à la fois éducatif et social. Les principales fonctions sociales des moyens de communication sont notamment la promotion de normes et de valeurs communes et la préservation de l'intégrité et des traditions culturelles. Dans un rapport, l'UNESCO souligne que "pour fonctionner convenablement, une société a besoin d'une prise de conscience sociale reposant sur l'acceptation et le respect de normes (communes)". 6/

17. La Conférence intergouvernementale de l'UNESCO sur les politiques de communication en Afrique qui a eu lieu à Yaoundé (République-Unie du Cameroun) du 22 au 31 juillet 1980, a beaucoup insisté sur la nécessité de faire en sorte que les moyens d'information modernes préservent les cultures traditionnelles. La difficulté pour les pays d'Afrique, consistait, selon elle, à définir une politique qui garantisse que la modernisation de l'infrastructure des communications ne détruise pas irréversiblement l'identité humaine, sociale et culturelle du continent. 7/ Le fait que des valeurs étrangères ont tendance à remplacer les normes et les traditions africaines du fait d'une utilisation anarchique de programmes importés est particulièrement préoccupant.

---

6/ Lee, John A.R., "Towards realistic communication policies", UNESCO reports and papers on Mass Communication, No. 76, 1976, p. 12

7/ BM/E's World Broadcast News, Vol. 3, No.1, septembre 1980, p. 38.

18. Au Zaïre, des objectifs culturels ont été expressément prévus dans la politique nationale fixée en matière de télévision en 1966, à la création de ce service. Des principes directeurs ont été établis dans ce pays, définissant le rôle de l'Etat dans la préservation du patrimoine culturel. La principale méthode suivie par les services de radiodiffusion pour atteindre les objectifs culturels a consisté à réduire systématiquement la diffusion de programmes importés et à les remplacer par des programmes produits sur place. Pendant la période 1970-1976, la proportion de programmes importés diffusés par la télévision de Kinshasa est passée de 44 à 20 p. 100, chiffre très faible pour un pays africain. 8/ Une étude publiée par l'UNESCO montre que les moyens d'information ont considérablement encouragé la culture zaïroise. 9/

#### Incidence sur le développement rural

19. Bien qu'en raison de leur rôle éducatif et social, les services de radio et de télévision aient une incidence sur tous les aspects du développement national, le développement des régions rurales a souvent été considéré comme l'un des objectifs essentiels des programmes de radiodiffusion. Les organismes nationaux de développement rural, quelque soit leur domaine d'activité - vulgarisation agricole, hygiène, éducation, planification de la famille ou organisation civique - souffrent généralement d'un manque chronique de personnel pour appuyer leurs projets. Juan E. Diaz Bordenave a fait observer que les moyens d'information peuvent souvent compenser ce manque de personnel; il a compilé une série de monographies traitant de l'utilisation de la radiodiffusion dans l'exécution de programmes particuliers de développement rural. 10/ Les exemples, tirés de l'expérience de la Colombie, du Brésil, de l'Inde, du Sénégal, du Pérou, de l'Iran, de la République-Unie de Tanzanie, de Tobago et des Philippines, montrent les diverses façons dont les moyens d'information peuvent être utilisés à cette fin. Les sujets abordés dans ces programmes étaient extrêmement variés : techniques agricoles, santé et hygiène, planification de la famille, développement des coopératives, cours d'alphabétisation, etc. Dans bien des cas, il est apparu que les programmes de développement rural n'exploitaient pas au mieux les avantages offerts par les moyens d'information; par exemple, la population rurale n'a jamais eu la possibilité de jouer un rôle actif dans la programmation, ce qui a limité son sentiment de participation. Toutefois, l'expérience acquise jusqu'ici a prouvé que la radiodiffusion pourrait être un instrument de développement d'une utilité considérable.

---

8/ Bakwa Muelanzambi, "Cultural policy and television programming: the Zaïrian experience", Educational Broadcasting International, juin 1977, tableau 2.

9/ B. Bokonga Ekanga, Politique culturelle en République du Zaïre, UNESCO Press, 1976.

10/ Juan E. Diaz Bordenave, Communication and Rural Development, UNESCO Press, 1977.



### III. TECHNOLOGIE DES SYSTEMES DE RADIODIFFUSION

20. La radiodiffusion est par nature un système où la technologie joue un rôle essentiel et certains des principaux obstacles qui s'opposent à la réalisation des objectifs nationaux étudiés ci-dessus sont d'ordre technique. Les choix technologiques offerts aux responsables de la radiodiffusion sont en principe semblables dans le monde entier, mais les caractéristiques propres à l'Afrique réduisent la gamme des techniques utilisables en pratique. Par exemple, dans beaucoup de régions, l'absence d'énergie électrique interdit l'usage de récepteurs de télévision traditionnels et le manque de devises peut obliger à acquérir un matériel de studio relativement peu élaboré. La topographie des lieux détermine en grande partie les modes de transmission appropriés.

21. Nous étudierons les choix et les problèmes techniques dans quatre sections :

- Modes de transmission;
- Infrastructure des télécommunications;
- Matériel de studio et de production;
- Coût et disponibilité des récepteurs.

#### Modes de transmission

22. Actuellement, dans la plupart des pays d'Afrique, les programmes de radio sont transmis dans les bandes des ondes moyennes et des ondes courtes; la transmission en ondes métriques est rarement utilisée pour la radio. Les systèmes de télévision en usage sont surtout le système B et le système du K du CCIR; la bande III des ondes métriques est la plus couramment utilisée alors que la bande I des ondes métriques et la bande IV des ondes décimétriques sont rarement employées.

23. Il est bien connu que la radiodiffusion en ondes métriques/modulation de fréquence présente des avantages importants par rapport à la diffusion en ondes moyennes et en ondes courtes. Les ondes moyennes subissent un bruit atmosphérique important dans les zones tropicales; l'encombrement de la bande crée des parasites pendant la nuit et la portée est donc plus faible que pendant le jour. Les ondes moyennes connaissent des zones de fading où la réception est mauvaise après le coucher du soleil à des distances allant de 150 à 250 km. Les émissions en ondes moyennes ne sont rentables que dans les zones tropicales avec des puissances modérées (1 à 50 KW) pour une portée allant de 30 à 150 km à partir de l'émetteur. Les ondes courtes permettent une couverture radiophonique plus étendue pour des dépenses d'équipement et des frais de fonctionnement relativement modestes; toutefois, la réception souffre de l'instabilité du signal due au fading, ce qui se traduit par des conditions d'écoute peu agréables. Il est difficile d'accorder le récepteur dans la bande des ondes courtes, en particulier dans le cas de récepteurs bon marché.

24. En revanche, les services en ondes métriques/modulation de fréquence permettent un signal stable et une écoute de haute qualité. En outre, dans bien des cas, pour une même superficie couverte, les dépenses d'équipement et les frais de fonctionnement sont moins élevés que pour les ondes moyennes. Dans un document, Coleman cite deux études qui illustrent les avantages économiques que présente la transmission en ondes métriques. 11/ Dans un cas, on a estimé les coûts qu'entraînait la mise en place des deux systèmes suivants, couvrant tous deux la même région, en République-Unie du Cameroun :

a) Utilisation d'un émetteur en ondes moyennes de 100 KW avec une tour de 100 mètres de haut environ;

b) Utilisation d'un émetteur en ondes métriques/modulation de fréquence de 0,5 KW avec une antenne installée au sommet d'une tour de 200 mètres, ainsi que deux relais de faible puissance.

25. Il est apparu que le rapport entre le coût d'installation des deux systèmes et le rapport entre les frais d'exploitation de ces deux systèmes étaient de 1,25/1 et de 6/1 respectivement, en faveur du système en ondes métriques. La deuxième étude contenait une enquête théorique sur les coûts d'installation d'un réseau de radiodiffusion dans un pays du Sahel d'une superficie de 275 000 km<sup>2</sup>. Le réseau en modulation de fréquence comprendrait 33 émetteurs, la puissance rayonnée par chacun étant comprise entre 100 W et 100 kW chacun. Si l'on suppose que ces réseaux seront intégrés à un réseau national de télévision, l'étude a montré que les frais d'installation, d'exploitation et de dotation en personnel étaient légèrement plus faibles pour un système en ondes métriques diffusant trois programmes que pour un système en modulation de fréquence ne diffusant qu'un seul programme.

26. Coleman montre ensuite que les émissions radiophoniques en ondes métriques présentent un autre avantage : elles permettent à chaque pays d'Afrique d'émettre trois programmes, contre un seul dans la bande des ondes moyennes. D'après le plan de radiodiffusion en modulation de fréquence de Genève de 1966, il n'est possible d'émettre dans des conditions convenables que sur 891 fréquences dans la région ; or, d'après un plan de radiodiffusion en ondes métriques pour l'Afrique élaboré en 1963, il y aurait jusqu'à 4 392 assignations de fréquence possible. 12/

---

11/ Coleman, W.F., "Some thoughts on African broadcasting communication infrastructure". Séminaire sur le développement dans les pays d'Afrique et d'Asie : motivation, information et communications, Ibadan, Nigéria, 1er au 9 juillet 1974, p.32.

12/ Ibid., p.33

27. Les experts de la radiodiffusion qui se sont réunis à l'occasion de la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification organisée par la CEA en 1979 sont parvenus à la conclusion que le service en ondes métriques/modulation de fréquence était le mode d'émission le plus utile en Afrique pour la radiophonie, étant donné qu'il offrait le moyen de diffuser plusieurs programmes de haute qualité pour des dépenses d'équipement et des frais de fonctionnement relativement modestes. <sup>13/</sup> Les experts ont également noté qu'il était préférable de planifier les réseaux d'émissions en ondes métriques/modulation de fréquence en même temps que les réseaux de télévision, étant entendu toutefois qu'un service pouvait être créé avant l'autre. La Conférence intergouvernementale de l'UNESCO sur les politiques de communication en Afrique qui a eu lieu en 1980 a confirmé qu'il serait bon de passer progressivement à une radiodiffusion sonore en ondes métriques. <sup>14/</sup>

#### Infrastructure des télécommunications

28. En matière d'infrastructure, l'une des conditions essentielles à une expansion satisfaisante des systèmes de radiodiffusion est l'existence, à l'intérieur du réseau national des télécommunications de circuits de transmission de programmes de haute qualité. Si les plans de réseaux à onde porteuse commune prévoient maintenant dans la plupart des pays africains des circuits de haute qualité destinés à la distribution des programmes radiophoniques, les circuits à large bande permettant la distribution des signaux de télévision sont très rares. Le réseau PANAFTEL, s'il accroît considérablement les possibilités de communication d'un point de la région à un autre, il ne suffira pas à assurer des échanges réguliers de programmes "en direct" entre les pays de la région.

29. Des circuits de transmission radiodiffusée de bonne qualité sont coûteux et on en peut espérer qu'une amélioration progressive dans ce domaine. L'amélioration de l'infrastructure des réseaux à onde porteuse commune est en elle-même une tâche essentielle pour le développement, mais il faut trouver un équilibre entre la radiodiffusion et les communications d'un point à un autre. Une mesure de nature à faciliter l'utilisation optimale des ressources nationales limitées en matière de télécommunications serait le renforcement des relations entre organisations de radiodiffusion et organisations de communication à onde porteuse commune. Dans beaucoup de pays d'Afrique, il n'y a aucune coordination entre les services de planification des offices des télécommunications responsables des investissements destinés aux réseaux de communication à onde porteuse commune et ceux des offices de radiodiffusion. De ce fait, les plans de développement de l'infrastructure sont établis isolément, ce qui entraîne des dépenses inutiles et une mauvaise utilisation du personnel.

---

<sup>13/</sup> Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification organisée par la CEA, Addis-Abéba, 9 au 23 mai 1979, Report of the Meeting of Experts on Broadcasting, op.cit., par.33.

<sup>14/</sup> PM/E's World Broadcast News, op. cit., p. 38.

30. Pour remédier à ces inconvénients, la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification organisée par la CEA en 1979 a souligné que les plans de communication à onde porteuse commune et de radiodiffusion devaient être intégrés et coordonnés à l'échelon national pour éviter les double-emplois et faire en sorte que les installations soient utilisées au maximum. A cet égard, elle a recommandé que les organes nécessaires soient créés pour assurer la coordination voulue.

#### Matériel de studio et de production

31. Le coût élevé de production des programmes a été l'un des principaux obstacles qui se sont opposés au développement de la télévision nationale dans les pays d'Afrique; c'est la raison pour laquelle il est courant d'importer des programmes étrangers en grande quantité. Toutefois, une expérience a démontré qu'en choisissant judicieusement un matériel bon marché au lieu du matériel utilisé habituellement dans les pays industrialisés, il était possible de réaliser des économies considérables sans perte de qualité excessive. Le principal exemple de ce type est peut-être l'utilisation de bandes magnétoscopiques de 1 inch, trois quarts d'inch ou même 1/2 inch au lieu du système classique de 2 inches du type quad. Les magnétoscopes employant des cassettes de trois quarts d'inch et utilisables pour la radiodiffusion peuvent coûter environ 5 000 dollars, contre plus de 100 000 dollars pour un système utilisant des cassettes de 2 inches. Des caméras électroniques légères de reporters (ENG/EEP) peuvent coûter moins de la moitié du matériel habituel de studio. L'adoption de système relativement simples peut entraîner une certaine perte de qualité; le pouvoir de résolution d'une cassette peut n'être que de 370 lignes, contre plus de 500 lignes pour le système quad. Toutefois, à moins que le programme ne soit copié ou retransmis plusieurs fois, le spectateur ne percevra qu'une perte de qualité mineure.

32. L'expérience de télévision éducative par satellite (SITE) réalisée en Inde en 1975-1976 a montré que le matériel à cassette et les caméras portatives bon marché pouvaient être utilisés avec succès dans le tiers monde. Au studio de la SITE à Bombay, des magnétoscopes à balayage hélicoïdal employant des bandes de 1 inch ont été utilisés avec des chaînes de caméra Plumbicom pour la production de programmes de vulgarisation scientifique en noir en blanc. Le coût de l'ensemble du matériel de ce studio a été de 100 000 dollars environ et 350 programmes de qualité satisfaisante ont été produits pendant ses 18 mois de fonctionnement. Pour la production de programmes en extérieur, des magnétoscopes à bandes de 1/2 inch et des caméras portatives ont été utilisés à la place de films de 16 mm. Les coûts de production des programmes ont été considérablement réduits et des essais subjectifs ont montré que par rapport à un film de 16 mm, la perte de qualité était nulle. 15/

---

15/ Jain, G.C. et divers collaborateurs, "Low cost television studio equipment for broadcast applications in developing countries", Education Broadcasting International, MARS 1978.

33. Des économies peuvent également être réalisées dans la conception et l'utilisation des studios. La construction, l'éclairage et la climatisation de grands studios sont coûteux. S'ils sont indispensables en Europe ou en Amérique du Nord, en raison des conditions climatiques et du style de production, des studios en béton sont parfois inutiles en Afrique. Des studios à l'air libre, simplement abrités et suffisamment éloignés des grands axes de circulation se sont révélés très satisfaisants dans certaines régions du Nigéria. En raison de la nature même de la plupart des divertissements africains qui procèdent de la tradition populaire, par opposition au caractère plus formel et plus scénique des spectacles européens, un décor en plein air est plus naturel, plus réaliste et aussi plus économique.

34. Adapter le matériel de studio et de production aux besoins et aux limitations propres à l'Afrique ne rapporte pas uniquement des avantages financiers; souvent, la solution la plus économique est aussi celle qui encourage la production locale, qui exige les travaux d'entretien moins complexes et nécessite de la part du personnel des compétences plus restreintes. Ainsi, le coût qu'entraîne pour l'économie nationale le recrutement de personnel à l'étranger et l'importation d'éléments est réduit et la communauté locale en tire des avantages sensibles.

35. Les éléments essentiels de l'investissement initial nécessaire à la création de systèmes de radio et de télévision sont les frais d'acquisition des émetteurs et le coût des centres de production et des bâtiments administratifs. Si ces coûts varient considérablement d'une région à l'autre, il peut être utile de noter, pour chacun de ces trois types de dépenses, des chiffres caractéristiques pour l'Afrique. Les chiffres suivants, établis à partir des projets présentés à la Réunion des experts de la radiodiffusion qui a eu lieu en 1979, 16/ donnent un ordre de grandeur des investissements auxquels doit faire face un pays d'Afrique qui veut étendre ou créer un système de radiodiffusion.

36. La construction d'un émetteur de télévision coûte habituellement entre 250 000 et 500 000 dollars; un émetteur dont la construction est prévue au Cap Vert devrait coûter 350 000 dollars avec ses accessoires et quatre stations de faible puissance en Ethiopie devraient coûter au total 1,5 million de dollars.

37. Les émetteurs de radio en modulation de fréquence sont nettement moins chers; ils coûtent entre 50 000 et 100 000 dollars. L'introduction d'un service en modulation de fréquence dans la région de Banjul en Gambie devrait coûter 65 000 dollars et le coût prévu pour l'installation d'un réseau de trois émetteurs au Cap Vert est de 250 000 dollars. Les stations d'émission en ondes moyennes sont généralement plus coûteuses que les stations d'émission en modulation de fréquence, comme cela a été dit plus haut; par exemple, trois stations régionales d'émission en ondes moyennes doivent être installées en Ethiopie et doivent coûter environ 1 million de dollars chacune.

---

16/ Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification organisée par la CEA, 9 au 12 mai 1979, Report of the Meeting of Experts on Broadcasting, op. cit., section VII.

38. Le coût d'un centre de production de télévision est élevé par rapport au coût d'émission et s'élève généralement à 2 millions de dollars en moyenne pour des installations modestes. Un centre de production de programmes de télévision qui doit être créé en Ethiopie devrait coûter 1,8 million de dollars et des installations de production à Kisumu (Kenya) 2 millions de dollars.

39. Il est peut-être surprenant de constater que le coût de construction d'un centre administratif est souvent supérieur au coût des installations de programmation et de distribution. Sur les 2,9 millions de dollars que devrait coûter la construction d'installations d'émission en modulation de fréquence, d'émission de télévision et d'émission en ondes courtes au Cap Vert, 1 million sera consacré à la construction d'une "maison de la radio et de la télévision". La construction d'un nouveau siège de la radiodiffusion au Kenya devrait coûter 5 280 000 dollars.

40. Il faut rappeler que ces chiffres ne visent qu'à donner une idée approximative des coûts à prévoir; le montant réel des dépenses peut varier considérablement selon les caractéristiques techniques des projets.

#### Coût et disponibilité des récepteurs

41. L'efficacité du rôle que pourrait jouer la radiodiffusion dans l'éducation et le développement économique des régions défavorisées est sérieusement restreinte du fait que peu de personnes dans ces régions ont les moyens d'acquérir un récepteur. Le coût minimum d'un récepteur de radio dans la plupart des pays d'Afrique est de 20 dollars environ, ce qui est prohibitif pour la plupart des habitants des campagnes, le PIB par habitant étant habituellement de 100 à 200 dollars.

42. Le coût des récepteurs est aussi très élevé par rapport à ce qu'il est dans les pays industrialisés; les gouvernements pourraient peut-être donc intervenir pour faire en sorte que des récepteurs soient disponibles à un prix moins élevé. Les experts de la radiodiffusion qui se sont réunis à la CEA en 1979 <sup>17/</sup> ont vivement recommandé que les pays africains fassent tout leur possible pour faire baisser le prix des récepteurs de radio afin que ceux-ci soient à la portée de chaque famille.

43. Un certain nombre de pays de la région ont choisi d'installer des usines de montage locales. Habituellement, le fonctionnement de ces usines est régi par des contrats d'assistance technique conclus avec des firmes européennes ou japonaises et aucun travail de conception n'est entrepris sur place. Des usines reçoivent des unités pré-assemblées, de sorte que la valeur ajoutée dans le pays est faible. <sup>18/</sup> Cette politique n'a pas fait baisser le prix des récepteurs, qui coûtent toujours

<sup>17/</sup> Ibid.

<sup>18/</sup> Coleman, W.F. op.cit., p. 20

en général autour de 20 dollars. Cependant, même si la valeur ajoutée est faible, le fait qu'une partie de la fabrication est réalisée dans la région est incontestablement profitable à l'économie locale, tout au moins dans une certaine mesure. Coleman note que la fabrication locale des éléments du matériel de télécommunications exigerait des marchés beaucoup plus vastes que celui de n'importe quel pays d'Afrique. 19/ Il faudrait donc peut-être envisager d'instaurer une coopération régionale pour créer une industrie africaine qui produirait une gamme complète de composants électroniques à bas prix.

44. Le problème du coût du récepteur est encore plus grave que dans le cas de la télévision. Si le prix du récepteur était plus abordable, ce serait probablement la télévision et non la radio qui serait devenue le principal mode de radiodiffusion utilisé pour promouvoir le développement. L'attrait et l'influence exercés par un spectacle télévisuel ainsi que la possibilité de diffuser des programmes éducatifs font de la télévision un moyen d'enseignement et de distraction considérablement plus efficace.

45. Il est souvent été proposé de créer des centres de télévision communautaires à l'intention des personnes qui n'ont pas les moyens d'acquérir un récepteur. Plusieurs programmes africains d'alphabétisation énumérés plus haut utilisent des récepteurs communautaires installés dans des écoles ou d'autres établissements. La création de "clubs de télévision" dans les villages a remporté un certain succès, comme cela ressort par exemple de l'expérience de télévision réalisée en 1976/1977 dans des régions rurales au Soudan et financée par la FAO. 20/ Même pour des initiatives de ce type, de nombreuses difficultés peuvent surgir; il faut notamment assurer la sécurité des récepteurs. Dans beaucoup de régions, les coûts sont élevés même si les récepteurs sont fournis en gros; un projet prévoyant la distribution de 400 récepteurs de télévision à des centres ruraux en Guinée aurait coûté 1,1 million de dollars, soit 2 750 dollars par récepteur. 21/ Le problème le plus grave tient à l'absence de courant électrique, qui empêche souvent (si l'on ne dispose pas d'un matériel générateur encombrant) l'utilisation de récepteurs dans les régions où le besoin de développement est précisément le plus grand.

---

19/ Ibid., p. 31

20/ Communication rurale en Gezira. Rapport sur le projet TF/SUD.17 (FH), FAO, Rome, 1977.

21/ Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification, organisée par la CEA, Addis-Abeba, 9 au 12 mai 1979. Report of the Meeting of Experts on Broadcasting, op. cit., section VII B.

### Communications par satellite

46. L'introduction des techniques par satellite a transformé fondamentalement les possibilités de communication aussi bien en ce qui concerne la radiodiffusion que les communications d'un point à un autre. En 1974 a été lancé le premier d'une nouvelle génération de satellites conçus pour la transmission directe à des antennes de réception communautaire ou individuelle et depuis lors, ces techniques ont été exploitées dans les régions industrialisées et en développement. Si dans le monde industrialisé on insiste sur la production de programmes de divertissement de qualité, dans les pays en développement, il est généralement admis que le coût très élevé qu'entraîne l'emploi de ces techniques ne se justifie que dans un but éducatif. Les premiers projets expérimentaux ont été lancés en Inde et en Indonésie. 22/

47. Quelques stations terriennes sont utilisées en Afrique pour offrir des services de radiodiffusion à des régions isolées. En Algérie, un système national à satellite a été mis en place en février 1975; il comprend une station terrienne principale près d'Alger assurant l'émission de programmes et 13 stations de réception situées dans le sud du pays, au Sahara. Pour ce projet, des répéteurs loués au système INTELSAT sont utilisés. Le Nigéria, le Soudan et le Zaïre ont aussi loué des répéteurs pour assurer des services nationaux de radiodiffusion.

48. Un système complet de radiodiffusion directe par satellite pour la diffusion de programmes éducatifs ne peut se justifier du point de vue économique que pour une population très nombreuse. Ce n'est pas une coïncidence si l'Inde et l'Indonésie, premiers pays à exécuter des projets de ce type à grande échelle, sont parmi les cinq pays les plus peuplés au monde.

49. En 1972, une mission de l'UNESCO a établi une étude de faisabilité préliminaire concernant l'installation d'un système régional africain à satellite pour l'éducation, la culture et le développement. 23/ L'une des conclusions de cette mission a été qu'un système de ce type ne serait viable que pour une population d'au moins 10 millions d'habitants, avec un PIB annuel par habitant de 200 dollars (valeur de 1972). Il s'ensuit qu'aucun pays d'Afrique ne pourrait seul mettre en place un système de ce type et un effort de coopération régionale est donc nécessaire. D'après la mission de l'UNESCO, il ne fallait pas compter que ce système serait pleinement opérationnel avant 1990, date à laquelle un investissement total de 1 milliard de dollars environ serait nécessaire; les dépenses de fonctionnement, notamment le service du prêt, seraient de 500 millions de dollars environ par an, ce qui représenterait 1,25 dollar par habitant de la région.

---

22/ Romesch Chander et Kivan Kamik, "Planning for Satellite Communication : the Indian Instructional Television Experiment", UNESCO reports and papers on Mass Communication, no. 78, 1976.

23/ J. Tarfs et al., "Preliminary study of an African regional satellite system for education, culture and development", UNESCO, décembre 1972.



50. L'adoption d'un système à satellite de cette ampleur pour l'éducation nécessiterait une réorientation fondamentale des méthodes d'enseignement (il faudrait aussi modifier radicalement la ventilation du budget de l'enseignement et consacrer davantage de fonds au matériel de télévision et du matériel d'enseignement connexe). Une coopération étroite entre pays sera nécessaire pour la planification, la conception, le financement et le fonctionnement du service. Malgré les obstacles qui s'opposent à la mise en place de systèmes de radiodiffusion par satellite en Afrique, la question suscite un intérêt très vif et les membres de la CEA, de l'UNESCO, de l'UIT, de l'OUA et de l'URTNA continuent d'étudier les possibilités de collaboration régionale.

#### IV. ORGANISATION ET PROGRAMMATION

51. Les objectifs de développement que les pays d'Afrique ont assignés à leurs services de radiodiffusion ne peuvent être atteints que si la composition des programmes est appropriée, c'est-à-dire si les offices nationaux de radiodiffusion sont convenablement organisés. Actuellement, dans beaucoup de pays de la région, la programmation est très centralisée et il est très peu tenu compte du caractère fréquemment multilingue et multiculturel de la nation à laquelle s'adressent les émissions, ni des différents niveaux de développement des régions qui composent la nation.

52. La centralisation des responsabilités en matière de programmation est compréhensible si l'on tient compte du fait que dans les années qui ont suivi leur accession à l'indépendance, les pays nouvellement fondés ont eu besoin d'un système de radiodiffusion qui servirait à unifier le pays et à créer un sentiment d'identité nationale. Toutefois on peut penser que maintenant, les programmes sont peut-être trop homogènes étant donné la variété des caractéristiques régionales qui existent à l'intérieur des nations africaines. Pour plusieurs raisons, une structure centralisée de production des programmes, qui est actuellement le type d'organisation prédominant, n'est peut-être pas la solution optimale si l'on tient compte des objectifs sociaux, économiques et culturels. Des difficultés apparaissent lorsqu'il s'agit de partager les installations et le temps d'émission dans les services de radiodiffusion qui doivent desservir un territoire où les langues locales sont nombreuses. Dans certains cas, les émissions dans chaque langue sont limitées à 30 minutes par jour, ce qui est insuffisant pour pourvoir donner des informations, des programmes éducatifs et des programmes de divertissement appropriés. Quand les responsabilités en matière de programmation sont concentrées dans la capitale, les besoins et les goûts de la population des régions lointaines ont tendance à être négligés.

53. La règle de la centralisation de l'organisation et de la programmation a aussi ses exceptions. Au Nigéria, la radiodiffusion télévisuelle est en totalité sous la responsabilité de six conseils de zone, chacun ayant son propre directeur. Les sièges des conseils sont situés dans les capitales régionales d'Ibadan, de Bénin, d'Enugu, de Kaduna, de Maiduguri et de Sokoto et chacun possède ses propres

installations de production. Bien que tous les conseils soient responsables devant le Directeur général de l'Office nigérian de la télévision à Lagos, ils sont chargés de faire en sorte que les programmes soient choisis compte tenu de la culture, des intérêts et des goûts particuliers de la population de la zone. Le système de radiodiffusion sonore est également organisé par zone : quatre zones ont été délimitées dont les capitales sont Lagos, Enugu, Ibadan et Kaduna. Ces zones jouissent d'une très large autonomie tant en ce qui concerne la structure de la gestion que la programmation; comme pour la télévision, la structure par zone a été créée pour offrir une variété de programmes correspondant à la variété des langues et des cultures du pays.

#### Programmation à l'intention de la population rurale

54. L'auditeur rural est souvent la principale victime de la centralisation de la programmation. On a souvent souligné que la radiodiffusion devait s'adresser en priorité à la population rurale. Les participants à la Conférence des ministres de la CEA ont déclaré que la force et l'énergie motrices du développement en Afrique se trouvaient dans les régions rurales: "c'est sur ces régions qu'il faut centrer les efforts d'éducation pour donner à la population rurale les connaissances et les compétences nécessaires, affiner son sens de l'autonomie, éveiller son esprit d'initiative et l'encourager à contribuer à l'amélioration sociale individuelle et communautaire. Tel devrait être le principal objectif de la radiodiffusion pour la Décennie" <sup>24/</sup> cependant, les responsables de la planification et de la production des programmes, qui vivent souvent dans des villes modernes, ont tendance à privilégier les valeurs et les goûts de leur propre milieu plutôt que ceux des communautés rurales défavorisées. Par conséquent, la Conférence a conclu qu'afin d'adapter les programmes de radiodiffusion aux modes de vie de la population rurale et de faire en sorte que ces programmes soient utilisés pour appuyer les activités de développement rural, des efforts devaient être faits pour créer des centres de production et des émetteurs régionaux dans les pays d'Afrique et encourager la population rurale à participer à la conception des programmes de radiodiffusion" <sup>25/</sup>.

---

<sup>24/</sup> Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification organisée par la CEA, Addis-Abéba, 9 au 12 mai 1979, Report of the Meeting of Experts on Broadcasting, op. Cit., 42.

<sup>25/</sup> Ibid. par. 97

55. Les responsables de la radiodiffusion qui cherchent à atteindre la population rurale rencontrent de nombreuses difficultés. Les participants à une réunion de travail organisée par le "International Broadcasting Institute" sur les moyens d'information modernes au service du développement ont établi une liste de facteurs qui limitent fréquemment l'utilisation de la radio pour le développement rural; ces facteurs sont les suivants 26/ :

- a) Portée limitée du signal sonore;
- b) Nombre limité de récepteurs appartenant aux habitants des régions rurales;
- c) Formation insuffisante du personnel chargé de la production des programmes;
- d) Limitation du temps d'émission consacré aux programmes destinés à la population rurale;
- e) Manque de collaboration entre les responsables de la radiodiffusion et les agents de développement sur le terrain;
- f) Absence de recherche et d'évaluation systématiques concernant les auditeurs et d'action en retour.

56. M. Ugboajah a décrit les problèmes de la communication avec la population rurale d'Afrique dans une perspective plus large et a souligné qu'il importait d'intégrer les moyens d'information modernes aux modes de communication traditionnels des communautés paysannes. Il a souligné que les moyens d'information n'avaient pas réussi - et c'était peut-être là l'une des principales causes de difficulté - à créer des relations d'interdépendance entre la culture traditionnelle des habitants des villages et leurs propres apports: "Les moyens d'information doivent trouver leur place à l'intérieur des systèmes de communication plus vastes du pays; les tam-tams, les marchés, les réunions et les chanteurs de ballades contribuent également à la transmission du message" 27/

57. L'un des moyens de surmonter ces difficultés consiste à organiser des campagnes d'utilisation de moyens d'information multiples, ce qui est généralement plus efficace que le recours à la radio ou la télévision seule; il est aussi possible de créer des centres ou des clubs ruraux où la population pourrait discuter des programmes radiodiffusés. Pour les campagnes d'utilisation de moyens d'information multiples, il peut être utile d'utiliser des diapositives, des projections fixes, des cinémas itinérants, des cassettes vidéo, des minicassettes, des dessins et de faire appel à des artistes et à des conteurs pour compléter les programmes radiodiffusés. Des centres ruraux où sont organisés des débats sur les programmes de radio et de télévision ont été

---

26/ J. Torfs et divers collaborateurs, op. cit., p. 58 à 60

27/ Ugboajah, F.O., "Mass communication in traditional African societies", Séminaire sur le développement dans les pays d'Afrique et d'Asie : motivation, information et communication, Ibada, Nigéria, 1er au 9 juillet 1974, p. 45

créés au Ghana, en Sierra Leone, au Soudan et d'autres pays d'Afrique 28/ 29/. La création de centres de ce type dans les villages est l'un des faits nouveaux les plus prometteurs pour la radiodiffusion rurale.

#### Nécessité de réduire la proportion de programmes importés

58. Des changements d'organisation, en particulier dans le domaine des relations entre pays d'Afrique pourraient contribuer à résoudre le problème que pose la dépendance vis-à-vis des programmes importés des pays industrialisés. La diffusion très fréquente de programmes produits par et pour des cultures étrangères va à l'encontre de tous les objectifs de la radiodiffusion en matière de développement que nous avons examinés; c'est un problème particulièrement grave pour la télévision. Une enquête de l'UNESCO sur l'importation de programmes de télévision réalisée en 1974 et portant sur cinq pays d'Afrique a montré que la moitié environ des programmes télévisés dans ces pays venaient d'Amérique du Nord et d'Europe; en Zambie et au Nigéria cette proportion atteignait les deux tiers 30/. Les incidences néfastes de cet état de choses sur les plans culturel, linguistique, psychologique et politique ont été prouvées et ont fait l'objet de nombreuses discussions; tous les gouvernements des pays d'Afrique qui proposent des services de télévision, s'ils disposaient des ressources nécessaires, seraient prêts à réduire la proportion de programme importés 31/.

59. La solution idéale à ce problème est certainement d'accroître considérablement la quantité des programmes produits sur place, en maintenant ou en améliorant la qualité afin que les spectateurs soient à la fois divertis et informés par le produit. Pendant de nombreuses années, cette politique ne pourra être que très imparfaitement suivie en raison du manque de fonds et de personnel compétent. Entre-temps, il serait utile d'encourager la coproduction de programme par des pays africains et l'échange de programmes à l'intérieur de la région. Les différences culturelles à l'intérieur du continent, ou tout au moins à l'intérieur de grandes régions du continent, sont moins marquées qu'entre l'Afrique et l'Europe ou l'Amérique du Nord. L'union des organisations nationales de radiodiffusion et de télévision en Afrique (URTNA) encourage la coproduction de programmes de télévision ainsi que l'échange de programmes sur l'actualité ou d'autres types de programmes. Elle a créé un Centre d'échange de programmes à Nairobi, qui devrait aider à améliorer les échanges de programmes, tant du point de vue qualitatif que quantitatif. A son Assemblée générale tenue à Dakar au début de 1977, l'URTNA a ainsi défini les thèmes qui pourraient être traités par les groupes régionaux :

---

28/ "An African experiment in radio forums for rural development". UNESCO reports and papers on Mass Communication, n° 51, 1968.

29/ Low, J., "The Sudan rural television experiment", Educational Broadcasting International, September 1978.

30/ Kaarle Nordenstrang et Tapio Varis, "Televison traffic - a one-way street", UNESCO reports and papers on Mass Communication, n° 70, 1974.

31/ Eduardo Contreras et divers collaborateurs, "Cross-cultural broadcasting" n° 77, 1976. UNESCO reports and papers on Mass Communication

- a) Agriculture : Sénégal, Togo, Haute-Volta, Bénin;
- b) Santé : Kenya, Zambie, République-Unie de Tanzanie;
- c) Arts traditionnels : Ghana, Sierra Leone, Nigéria, Libéria;
- d) Ressources minérales : Congo, Zaïre, Angola;
- e) Exode rural : Soudan, Egypte, Jamahiriya arabe Libyenne.

Malgré les efforts de l'URTNA et des organisations associées, il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la Co-production et de l'échange de programmes en Afrique. Les raisons suivantes ont été avancées pour expliquer l'absence d'échanges réels :

- Il n'existe pas de personnel capable de produire des programmes appropriés;
- Les organisations nationales de radiodiffusion sont essentiellement préoccupées de problèmes de fonctionnement quotidiens, en comparaison desquels l'échange de programmes n'est qu'une possibilité lointaine;
- Chaque pays estime que ce qu'il produit n'est pas assez bon pour les autres pays ou ne correspond pas à leurs besoins;

Les mécanismes de coordination sont inadéquats.

La Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification organisée par la CEA a notamment recommandé que les échanges gratuits de programmes entre pays d'Afrique soient encouragés. 32/

#### V. FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL

60. Le manque de personnel compétent est l'obstacle essentiel à un développement à long terme satisfaisant des systèmes de radiodiffusion dans le tiers monde; Il fait passer au second plan le problème du manque de capitaux dont il était question précédemment. Le fonctionnement d'un système de radiodiffusion nécessite un personnel possédant deux types de compétence outre des compétences générales en matière d'administration : compétences en matière de techniques de communication et en matière de production de programmes.

---

32/ Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification organisée par la CEA, Addis-Abéba, 9 au 12 mai 1979, Report of the Meeting of Experts on Broadcasting, op. cit., par. 108 et 109.

61. Les difficultés que pose la formation du personnel technique capable de s'occuper de la conception, de l'installation, du fonctionnement et de l'entretien de l'infrastructure des systèmes de radio-diffusion proviennent en dernière analyse de l'absence d'une tradition technologique dans le continent africain. Ce problème ne peut être résolu que par la création d'instituts de formation et la mise au point de programmes de formation à tous les niveaux, notamment :

a) Formation de base permettant d'exécuter des opérations techniques simples sur le matériel de télécommunication;

b) Formation de base et formation plus poussée pour les techniciens des télécommunications;

c) Enseignement de niveau universitaire et formation pratique ultérieure pour les ingénieurs.

62. La formation de ce troisième type de cadres (ingénieurs) est une nécessité urgente mais présente des problèmes particuliers. Une étude de la CEA a montré que les ingénieurs et le personnel d'encadrement technique dans les offices de télécommunication en Afrique ne représentent que 7 p. 100 environ de l'ensemble du personnel contre 12 p. 100 en moyenne pour les autres régions en développement 33/. Actuellement, la formation d'ingénieurs et de cadres techniques est très coûteuse et se fait le plus souvent dans des universités à l'étranger ou dans le cadre de programmes de formation en cours d'emploi. Un autre problème qui se pose souvent aux ingénieurs qualifiés employés par un office de radiodiffusion d'un pays africain a trait au manque de stimulation et de possibilités. La supervision quotidienne du fonctionnement d'un réseau de radiodiffusion, bien que nécessitant un personnel qualifié, ne permet pas à un ingénieur qui a reçu une formation universitaire d'exploiter sa créativité et ses connaissances en matière de conception et de planification. Il en résulte qu'un bon nombre d'ingénieurs choisissent de travailler dans d'autres branches ou même dans des pays industrialisés. Une façon de résoudre ce problème est de créer des unités de conception de recherche appliquée dans les organisations de radiodiffusion; quelques offices africains ont essayé cette méthode. Les gouvernements nationaux et les institutions internationales, conscients de l'importance à long terme fondamentale que représente la formation d'un personnel technique qualifié, consacrent des ressources de plus en plus élevées à l'élaboration et à la dotation en personnel de programmes de formation. La majeure partie des fonds fournis par le PNUD pour des projets de télécommunications a été consacrée au perfectionnement des ressources humaines dans cette branche, et il est établi que la formation continuera de recevoir une attention particulière 34/.

---

33/ Coleman W.F., op. cit., p. 36.

34/ Mason, Lloyd W., "The role of the United Nations Development Programme in telecommunications", dans Polishuk, Paul et O'Bryant, Michael, Telecommunications and economic development, Horizon House, 1977.

63. Dans le domaine de la production de programmes, la formation ne devrait pas être axée sur les mêmes centres d'intérêt dans le tiers monde que dans les pays développés. Il est clair qu'il faut dans les deux cas un personnel capable de faire fonctionner une caméra et un matériel d'enregistrement et de reproduction du son, de diriger un studio, de s'occuper du montage et de tâches semblables. C'est dans la formation de planificateurs et de producteurs de programmes qu'une nouvelle orientation est nécessaire: ceux-ci doivent bien comprendre le rôle des communications dans le développement si l'on veut que le service de radiodiffusion facilite l'exécution des plans et la réalisation des objectifs nationaux. Pour que les communications contribuent au développement, il faut qu'un rapport s'établisse entre les producteurs de programmes et les auditeurs cibles, qui appartiennent probablement à des milieux très divers. Les institutions de formation doivent faire prendre conscience aux étudiants de la nécessité d'établir ce rapport et de comprendre le rôle des communications si l'on veut que les programmes produits dans les pays du tiers monde soient adaptés aux besoins locaux plutôt que le produit de la radiodiffusion occidentale 35/ 36/.

## VI. CONCLUSIONS

64. Ainsi s'achève notre examen d'ensemble de certains des besoins et des obstacles liés au développement des systèmes de radiodiffusion dans le continent africain. Si les généralisations sont difficiles en raison des multiples possibilités d'application de la radiodiffusion et de la diversité qui existent dans la région, il est possible de tirer un certain nombre de conclusions générales des faits étudiés.

65. Premièrement, la radiodiffusion peut jouer un rôle essentiel dans le développement économique, social et culturel des pays d'Afrique. C'est grâce à son rôle éducatif qu'elle peut être le plus utile mais le terme "éducatif" doit être interprété d'une façon très large; il couvre non seulement l'enseignement scolaire mais aussi l'ensemble du processus qui consiste à faire connaître aux individus l'environnement dans lequel ils vivent, les faire participer aux programmes de développement de leurs communautés et créer chez eux la volonté d'améliorer leur condition.

66. Deuxièmement, l'infrastructure de la radiodiffusion dans la région n'est actuellement pas assez développée pour permettre aux services de radiodiffusion de remplir d'une façon satisfaisante le rôle qu'ils pourraient jouer dans le développement. La pénétration des transmissions dans les régions rurales est limitée, le nombre de récepteurs de radio et de télévision est faible et les installations de production de programmes sont inadéquates.

---

35/ Rumanujam Balakrishnan, "Training for the use of communication in support of development", (le contexte global de l'élaboration d'une politique nationale de communication) International Broadcasting Institute, Londres, 1975.

36/ "Training for mass communications", UNESCO reports and papers on Mass Communication.

67. Troisièmement, des mesures peuvent être prises pour contribuer à surmonter certains obstacles liés à l'infrastructure technique. Une meilleure coordination avec les organismes responsables des ondes porteuses communes permettrait d'améliorer la distribution des signaux à l'échelon national; une plus grande utilisation des ondes métriques et de la modulation de fréquence permettrait de relever la qualité de la réception des programmes radiophoniques et d'avoir des signaux plus stables avec des émetteurs d'un coût plus modéré; une amélioration des techniques locales de fabrication entraînerait une baisse du prix des récepteurs; l'emploi d'un matériel de studio bon marché, notamment de magnétoscopes à cassettes, permettrait de produire des programmes de façon plus rentable; et à long terme grâce à la mise en place d'un système régional à satellite la télévision éducative pourrait couvrir un pays ou l'ensemble du continent. L'amélioration des systèmes de Terre ou spatiaux à large bande permettrait un échange de programmes plus important et plus économique.

68. Quatrièmement, les programmes ne sont actuellement d'une façon générale, pas suffisamment variés pour répondre aux besoins d'une population qui, dans beaucoup de pays d'Afrique, présente une grande diversité linguistique et culturelle. En particulier, la programmation n'est pas adaptée à la population rurale. Un changement d'organisation, comme la création de centres de programmation régionaux, accroîtrait la variété des programmes radiodiffusés et les feraient correspondre davantage aux besoins des communautés rurales.

69. Enfin, le manque de personnel qualifié est probablement le principal obstacle qui s'oppose à la création des services de radiodiffusion de nature à faciliter la réalisation des objectifs nationaux. Il faudra faire des efforts soutenus pour assurer la formation du personnel technique et du personnel chargé de la programmation; des initiatives nationales et régionales pourraient être prises pour améliorer les établissements de formation.



Tableau : Pénétration de la radiodiffusion dans différentes régions du monde

	Nombre d'émetteurs de radio	Nombre d'émetteurs de télévision	Nombre de récepteurs de radio pour 1000 habitants	Nombre de récepteurs de télévision pour 1000 habitants
Afrique	700	200	72	7
Amérique du Nord	8 470	4 360	1 798	563
Amérique du Sud	4 270	450	251	87
Asie <sup>a/</sup>	2 730	6 610	81	28
Europe	5 980	11 250	331	246
URSS	3 030	1 750	492	221
Total Mondial <sup>a/</sup>	25 510	24 980	305	123

Source : Annuaire statistique de l'UNESCO, 1977. Les chiffres sont ceux de 1976.

<sup>a/</sup> A l'exclusion de la Chine, de la République populaire démocratique de Corée et de la République socialiste du Viet Nam.